

Burundi : le pouvoir dément "catégoriquement" armer ses militants

@rib News, 12/04/2014 â€“ Source AFPLe pouvoir burundais a Â«Â catÃ©goriquementÂ Â» dÃ©menti avoir distribuÃ© des armes de jeunes militants de son parti, alors que des observateurs internationaux craignent un retour des violences politiques dans un pays sortant des dÃ©cennies de guerre civile.Â«Â C'est faux et archifaux. Nous dÃ©mentons catÃ©goriquement les allÃ©gations contenues dans ce rapport du Bureau des Nations unies, le pouvoir de Bujumbura ne peut pas cautionner la distribution d'armes aux membres de la ligue des jeunes ImbonerakureÂ Â», a dÃ©clarÃ© Â la presse Willy Nyamitwe (photo), porte-parole adjoint du prÃ©sident burundais.

Les mÃ©dias locaux faisaient Ã©tat vendredi d'une note interne des Nations unies selon laquelle le gouvernement serait en train d'armer et de former au maniement des armes les membres de l'Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti du prÃ©sident au pouvoir. Cette affaire est survenue au moment oÃ¹ l'ONU a adressÃ© une sÃ©vÃ¨re mise en garde au gouvernement du Burundi, lui demandant de prendre d'urgence des mesures pour apaiser la violence politique, imputÃ©e essentiellement aux Imbonerakure, et de respecter les droits de l'Homme. La tension monte au Burundi alors que le pays se prÃ©pare pour les Ã©lections prÃ©sidentielles de 2015 oÃ¹ la candidature du prÃ©sident Nkurunziza pour un troisiÃ¨me mandat est attendue, malgrÃ© la limite Â deux mandats imposÃ©e par la Constitution. Le principal parti Tutsi, Uprona, s'est retirÃ© du gouvernement, dominÃ© par les Hutu, le mois dernier, faisant craindre une montÃ©e des violences ethniques et politiques.Â«Â Il n'y a pas de violences politiques au Burundi, ce pays est sur la voie dÃ©mocratiqueÂ Â», insiste cependant Willy Nyamite. Les ministres de la SÃ©curitÃ© publique, de la DÃ©fense et de la Justice ont aussi tenu une confÃ©rence de presse durant laquelle ils ont rÃ©futÃ© les allÃ©gations tout en refusant que soit tenue une enquÃªte indÃ©pendante comme l'avait suggÃ©rÃ© le Conseiller spÃ©cial sur la prÃ©vention du gÃ©nocide, Adama Dieng, en visite au Burundi. Le ministre de la Justice, Pascal Barandagiye, a affirmÃ© que la note de l'ONU Ã©tait basÃ©e sur des Â«Â rumeursÂ Â» et ne mÃ©ritait donc p

enquÃªte.